



Problématique sécuritaire et sous-développement au Nord-Kivu

Norbert Kasereka Siviri¹

Résumé

La présente étude lie deux réalités en Province du Nord-Kivu, notamment la problématique sécuritaire et le sous-développement. Son intérêt principal porte sur la tentative d'explication de la persistance du sous-développement dans cette Province. Les récurrents conflits armés qui sévissent au Nord-Kivu ont eu de lourdes conséquences sur la gestion de ladite province. D'où son développement se trouve empiété. Au lieu de parler de développement, le langage permanent reste la guerre, l'insécurité généralisée en milieux ruraux comme urbains. Ces conflits ont occasionné d'innombrables pertes en vies humaines, des déplacements massifs des populations de leurs milieux de vie naturels, de lourdes pertes économiques (incendies des maisons d'habitation et de commerce, des véhicules, des motos, des champs, des récoltes), etc. Situation qui a estompé considérablement l'élan évolutif qui a toujours caractérisé les populations du Nord-Kivu.

Mots-clés : Sécurité ; Insécurité ; conflits armés ; développement ; sous-développement ; Province du Nord-Kivu.

Abstract

This study links two realities in North-Kivu Province. These are the security problem and underdevelopment. Its main interest lies in trying to explain the persistence of underdevelopment in this Province. The recurrent armed conflicts in North Kivu have had serious consequences for its management. As a result, its development is encroached upon. Instead of talking about development, the constant language is war and widespread insecurity in both rural and urban areas. These conflicts have resulted in

¹ Chef de Travaux en Faculté de Sciences Sociales, Politiques et administratives de l'Université Catholique du Graben (Nord-Kivu/RDC) : sivirichico@gmail.com.

countless human casualties, massive displacement of people from their natural habitats, heavy economic losses (burning of homes and businesses, vehicles, motorbikes, fields, crops), and so on. This situation has considerably blunted the evolutionary momentum that has always characterised the people of North Kivu.

Key words: *Security; Insecurity; Armed conflicts; Development; Under-development; North-Kivu Province.*

Introduction

Outre l'insécurité qui se généralise à l'est du pays, l'ensemble de maux qui rongent la société congolaise actuelle se résume en un terme unique : la pauvreté. La RDC est l'une de cinq Nations les plus pauvres du monde. En 2022, environ 62 % de la population du pays soit 60 millions de personnes vivaient avec moins de 2,15 dollars par jour. Ainsi, près d'une personne sur six en situation d'extrême pauvreté en Afrique subsaharienne vit en RDC (BUNGUDI, 2022).

Pourtant, le développement doit servir avant tout à alléger la souffrance du peuple, en mettant l'économie au service de ce dernier, en luttant contre la misère, la faim, les maladies, l'ignorance et les injustices sociales. Bref, il faut développer tout homme et tout l'homme (UNDP, 2022). Si les ONG ont longtemps agi discrètement, que ce soit dans l'urgence humanitaire ou en réponse à des situations ponctuelles de détresse, elles s'impliquent désormais de plus en plus dans le champ d'intervention sociale et économique et revendiquent à ce titre, leurs identités et leurs conceptions propres dans le monde des actions de développement et des bailleurs de fonds (DELLER, 1998). Les gouvernements ont aujourd'hui pris conscience de l'importance du rôle grandiose des ONGD dans la lutte contre la pauvreté et commencent à faire appel à leur collaboration (ANINGANA TSHUFU, 1999).

Malgré les efforts fournis par les uns et les autres au Nord-Kivu, une question persiste toujours : Qu'est-ce qui explique la persistance

du sous-développement en Province du Nord-Kivu ? Les deux principaux facteurs qui expliqueraient le sous-développement du Nord-Kivu sont la persistance des conflits armés et le mode de gouvernance. Pour vérifier cette hypothèse, une certaine méthodologie s'impose. Dans ce choix méthodologique, la méthode systémique a permis de vérifier les demandes de la population et les réponses des dirigeants à propos de la sécurité pour un éventuel développement. Pour opérationnaliser cette méthode, les techniques d'observation libre, d'interview et documentaire ont été utilisées.

Outre l'introduction et la conclusion, cet article tourne autour de deux points. Les conflits armés comme véritable obstacle du développement et le mode de gouvernance comme écueil du développement.

1. Les conflits armés comme obstacle au développement de la Province du Nord-Kivu

Depuis les années 1990, le pays connaît des conflits surtout à l'est. D'abord en 1996, la guerre dite de libération, puis celle de 1998 dite de rectification et actuellement avec celle du M23 en cours dans une partie de la Province. Toutes ces situations de guerres ont porté un coup dur à l'économie de la RDC. Au niveau macroéconomique et sectoriel, les conflits sont à la base de la détérioration de l'économie qui, déjà, a commencé vers les années 1980 et s'était poursuivie jusqu'au milieu des années 1990 (CIRHUZA *et al.*, 2022). Même si au niveau national et, à une certaine période, l'environnement macroéconomique s'est amélioré avec l'augmentation de la croissance et la réduction de l'inflation.

Le tableau général cache des problèmes structurels au niveau sectoriel et un dénuement aux niveaux aussi bien individuel que communautaire (CIRHUZA *et al.*, 2022). Et, au-delà du nombre élevé de décès et de déplacés, les guerres ont causé d'énormes traumatismes tant sociaux que psychologiques tant aux femmes, aux

jeunes filles et aux jeunes gens qui ont subi davantage d'atrocités physiques et psychologiques, notamment le viol, la torture, l'humiliation et l'aliénation de leurs communautés (CIRHUZA *et al.*, 2022).

Les stratégies, du moins formelles, de développement mises en œuvre depuis l'indépendance ne sont pas parvenues à améliorer de manière significative le bien-être de la population congolaise, surtout à cause des diverses crises. Parallèlement, la crise de légitimité a progressivement dégradé les relations entre l'État et la population congolaise, constituant un facteur de conflits (CIRHUZA *et al.*, 2022).

Ce qui fait que la RDC se positionne au 164^{ème} rang sur 174 selon l'indice de capital humain 2021. C'est l'une des conséquences des décennies de conflits, de fragilité et de développement contrarié. L'indice de capital humain de la RDC s'établit à 0,37, au-dessous de la moyenne des pays d'Afrique subsaharienne (0,40) (UNDP, 2022). Pour que les programmes de résolution de conflit et de reconstruction post-conflit se révèlent efficaces, il est nécessaire d'aborder les conséquences des guerres d'un point de vue global, en tenant compte des dimensions psychologique, humaine, sociale, économique, etc. (CIRHUZA *et al.*, 2022).

L'agriculture a subi les effets du déplacement des populations, de la perte de main d'œuvre en raison des décès dus à la guerre et de l'enrôlement des hommes et des jeunes dans les activités liées à la guerre, notamment les rébellions, les milices et les mines artisanales, ce qui vient s'ajouter aux effets de l'instabilité globale accrue dans l'ensemble du pays (COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE, 2020).

Pour cela, observe-t-on trois effets typiques de la guerre civile sur les finances publiques : la perte de revenus découlant du bouleversement de l'activité économique, l'éviction des dépenses publiques des secteurs productif et social en faveur des dépenses de défense et l'érosion de la qualité de la gestion des finances publiques

en raison du déclin des institutions de contrôle et de responsabilité ainsi que de la perte de capacité technique (COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE, 2020).

Aussi, les conflits n'ont fait qu'aggraver l'insécurité alimentaire ; mais il est important de ne pas oublier ce point de vue sur ces questions fondamentales qui sont à la base de la sous-performance chronique du secteur agricole (COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE, 2020). Pour agir sur l'impact des conflits sur le secteur des ressources naturelles, il faut avant tout traiter les problèmes endémiques de gouvernance dans le pays. Par exemple, seuls 42 % du réseau routier non goudronné est en moyen ou en bon état. Le reste est en « très mauvais état » en raison du mauvais entretien (COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE, 2020).

Au Nord-Kivu, les conflits ont également miné la réglementation du secteur des infrastructures avec des conséquences néfastes sur l'efficacité, les coûts et même la sécurité. Ils ont créé les conditions qui empêchent certains membres des familles de revenir dans leurs foyers, rompant ainsi les liens familiaux et les liens sociaux. C'est le cas des personnes qui ont été humiliées en présence de membres de leur famille et celles qui ont été contraintes par les belligérants à blesser les membres de leurs propres familles ou leurs propres communautés. Les dommages psychologiques et le traumatisme causés par ces expériences perdureront pendant toute leur vie chez de nombreuses victimes.

En créant une situation d'insécurité et des déplacements massifs de populations, les guerres ont placé beaucoup d'enfants dans des situations sans protection. Nombreux sont ceux qui ont été séparés de leurs familles respectives. Ces enfants sont devenus des cibles pour le recrutement par les groupes rebelles et les milices. Ils ont également rejoint les groupes armés considérés comme le seul moyen de survivre après avoir perdu des membres de leur famille ou en réponse à la pauvreté et la privation généralisées. Ici, la proportion

est la plus élevée de la région des Grands Lacs en dépit des efforts fournis pour enlever ces enfants au sein de ces groupes armés (BUREAU INTERNATIONAL DES DROITS DES ENFANTS, 2009).

Le Nord-Kivu connaît la persistance des problèmes sécuritaires à des degrés divers (POLE INSTITUTE, 2007). Aucun Territoire de la Province n'échappe à l'insécurité ; cela depuis plusieurs années. Et pour mieux comprendre l'ampleur des conflits armés en Province du Nord-Kivu, il faut d'abord identifier leurs différentes manifestations par cartographie, avant d'évoquer leurs conséquences sur le développement de la Province.

1.1. Cartographie des groupes armés au Nord-Kivu

Plusieurs groupes armés étrangers et nationaux sont éparpillés sur toute l'étendue de la Province et cela selon des manifestations diverses. À en croire les données du Baromètre sécuritaire du Kivu (2021), 44 groupes armés ont été recensés au Nord-Kivu. A l'issue de notre enquête effectuée en 2020, nous avons groupé ces groupes armés selon les Territoires.

Tableau n° 1. Les différents groupes armés en Province du Nord-Kivu

N°	Territoire	Groupes armés	Observations
01.	Beni	MAI-MAI	Ceux-ci se présentent dans plusieurs localités du Territoire avec plusieurs dénomination : Mazembe, Corps du Christ de Baraka Lolwako, Kenzo, Hilaire, etc.
		ADF	Groupe armé d'origine ougandaise, considéré par le pouvoir de Kinshasa comme responsable des massacres répétitifs à Beni
		LRA	Groupe armé d'origine ougandaise, pas très actif comme les ADF, cartographié au nord-est-est.
02.	Lubero	MAIMAI	Ceux-ci se présentent dans plusieurs localités du Territoire avec plusieurs dénominations : Mazembe, Corps du Christ de David Maranata, Kitebe Bushu, Gedéon, Kilalo, « Maimai Simba » ² , Lafontaine (UPCP) ³ , etc.
		NDC	Pour le Chef MAIMAI SHEKA, combattre d'abord les FDLR et le MAIMAI Mazembe.
		FDLR	Groupe armé d'origine rwandaise.
03.	Masisi	MAIMAI	Avec plusieurs appellations : Kifuafua ou Raia Mutomboki, APCLS, CNRD, G.D (Groupe Guide), FDC, PDC, FPUC.
		NDC	Pour les MAIMAI SHEKA.
		FDLR	Pour les Hutu, anciens alliés du M23.
		NYATURA	Avec deux ailes : pour les Tutsi et pour les Hutu.
04.	Nyiragongo	NYATURA	Proche des Hutu, avec comme Leadeur Nyandwi.
05.	Ritsuru	MAIMAI	Avec deux principales branches : Mazembe et aile Commandant Charles.
		FDLR	Groupe armé d'origine rwandaise.
		NYATURA	Vers Rugari, précisément au sud du Territoire.
06.	Walikale	NDC	Trois ailes : pour SHEKA, pour Guidon et NDC Rénové.
		MAIMAI	Avec plusieurs appellations : Kifuafua ou Raia Mutomboki, Simba, Mazembe, etc.
		FDLR	Groupe armé d'origine rwandaise.

Source : Nos enquêtes de mars en septembre 2020 en Province du Nord-Kivu.

² Proche de Morgan et actif dans la province de l'Ituri et de la Tshopo.

³ Union des Patriotes Congolais pour la Paix.

Dans ce tableau, nous lisons l'ampleur de la multiplicité de groupes armés en Province du Nord-Kivu. Il faut souligner en passant que, outre ces groupes armés actifs dans cette partie du territoire national, les enlèvements, les coupures des routes, les assassinats et les kidnappings par des bandits armés sont une monnaie courante dans cette Province. Cette situation est à la base de plusieurs conséquences sur le vécu quotidien de la population.

1.2. Les conséquences de l'activisme des groupes armés sur le développement de la Province du Nord-Kivu

Selon le rapport du Ministère Provincial du Plan au Nord-Kivu de 2017, la pauvreté est tellement prononcée qu'on estime à plus de 80 % la population du Nord-Kivu qui survit avec moins de 0,20 USD par personne et par jour. Dans certaines parties de la Province, l'accès à l'éducation et aux soins de santé de qualité est perçu par la population comme une illusion, soit par le fait du faible revenu, soit par le fait de l'éloignement, voire de l'absence des structures sanitaires et scolaires. C'est le cas, notamment des Territoires de Walikale, Rutshuru, Beni et des zones rurales de Lubero.

Outre ces problèmes presque similaires à l'ensemble, le Nord-Kivu connaît certaines situations spécifiques qui accentuent la détérioration des conditions de vie de sa population. On peut citer la destruction systématique de l'écosystème par les réfugiés et les bandes armées. Et aussi, les éruptions volcaniques périodiques dont celle de 2002 qui a détruit plus de $\frac{3}{4}$ du tissu économique de la Ville de Goma, la présence des groupes armés nationaux et des groupes étrangers, les guerres interethniques, etc. (MINISTÈRE PROVINCIAL DU PLAN DU NORD-KIVU, 2017).

Sur le plan économique, il y a d'autres contraintes qui ont un impact sur le développement : l'accès difficile à la terre pour les champs ; l'insuffisance d'intrants agricoles et d'élevage de qualité pouvant accroître la production paysanne ; la destruction d'infrastructures de transformation dont les usines à café, à thé, la

laiterie, les rizeries, etc. ; la destruction des sites touristiques par les réfugiés rwandais et les bandes armées et l'arrêt des activités touristiques à la suite de l'insécurité récurrente (MINISTÈRE PROVINCIAL DU PLAN DU NORD-KIVU, 2017).

Jadis grenier de la République, la Province du Nord-Kivu vit des produits en provenance de l'extérieur, alors que cela n'était pas le cas dans les années 1990. Ce qui fait que les produits vivriers sont désormais chers. Ainsi par exemple, pour la seule Ville de Butembo, la farine qui coûtait 20 USD le sac, est désormais sollicité à 45 ou 50 USD, en provenance de l'ancienne Province Orientale. Le riz est passé de 80 à 115 USD pour le sac de 100 kg. Le prix des denrées alimentaires augmente plus fortement, notamment du fait que les habitants de la région agricole ne fournissent plus de produits vivriers à cause des combats dans leurs entités respectives. Les prix augmentent du fait du manque de sécurité, du nombre exagéré de barrières érigées par le pouvoir public et/ou par les groupes armés, mais aussi de la taxation exagérée de différents produits.

Outre ces problèmes, les habitants du Nord-Kivu sont enfin touchés par un chômage massif (Enquête à Rutshuru, communication personnelle, mars 2017). Ce qui fait que ces différents éléments exacerbent la pauvreté globale des populations. Les populations qui s'occupaient de l'agriculture pour ravitailler les grandes agglomérations se sont déplacées massivement vers les centres urbains fuyant l'insécurité dans les zones rurales. Par manque de prise en charge spécifique et de perspectives, les jeunes deviennent les premières cibles de diverses manipulations.

Pour un des responsables de la Société civile du Nord-Kivu, « depuis le début des conflits, on annonce l'estimation de plus de 350 000 déplacés au Nord-Kivu. Rien que dans le camp de Kanyarushinya, les autorités recensent 13 600 déplacés » (Responsable de la société civile du Nord-Kivu, communication personnelle, mars 2017). Les déplacés de guerres vivent dans des conditions très difficiles. « Ils n'ont pas accès à l'eau potable et les

conditions sanitaires sont particulièrement inconfortables, 28 différentes latrines pour l'ensemble du camp » (Enquête à Rutshuru, communication personnelle, mars 2017). Cette situation a davantage de conséquences aussi bien politico-administratives, socio-économiques qu'environnementales, pour ne citer que celles-ci.

1.2.1. Conséquences de la guerre au plan politico-administratif

Sur le plan organisationnel, la Province du Nord-Kivu a une fragilité qui peut être classée à deux niveaux : La fragilité infrastructurelle et la fragilité politico-administrative. La généralisation et la sévérité de l'instabilité de la Province du Nord-Kivu embrase tous les secteurs de la vie nationale, et en premier lieu, les infrastructures de base ainsi que les instances politico-administratives provinciales. D'un côté, la fragilité infrastructurelle de la Province influe sur le mode d'organisation et de fonctionnement des services de base. Les infrastructures publiques existantes sont exposées à la destruction par les groupes armés et à la confiscation par les habitants.

De l'autre côté, la fragilité politico-administrative s'explique par l'insuffisance de plusieurs facteurs nécessaires à l'édification d'une administration performante et compétitive en tant qu'épine dorsale du déploiement de la puissance publique dans la conduite du destin national. Les actions des groupes armés ont conduit à une sous-administration du territoire, sinon à une administration détruite. Sur le marché et sur certains tronçons routiers, les taxes sont payées à la fois au pouvoir public et aux groupes armés.

Aussi, à cause de multiples conflits armés à répétition, la plupart des autorités politico-administratives légalement investies ont-elles abandonné leurs postes de travail vers les centres. Tel est le cas actuellement du Territoire de Rutshuru où les bureaux des chefs de services se sont déplacés de l'intérieur vers Kiwanja, car abandonnés par leurs chefs. En Territoire de Lubero, plusieurs services de

l'intérieur se concentrent désormais au Chef-lieu et à Kirumba où il y a un peu de sécurité. Il s'agit des services de sécurité comme l'ANR et la PNC. D'autres préfèrent travailler périodiquement en Territoire tout en ayant leurs résidences personnelles à Goma. A cause de la destruction de la plupart des biens meubles de l'administration dans les cuisines et le vol ou le déchiqûtement des documents administratifs, le Territoire n'a plus d'archives nécessaires. D'où la plupart des Territoires ont perdu leur mémoire depuis plusieurs années à cause de la persistance permanente des groupes armés qui se comportent comme des seigneurs et des maîtres de terrain. Ce tableau sombre entraîne entre autres :

- a) la perte de la souveraineté sur l'étendue de certains territoires occupés par les groupes armés suite à un gouvernement de façade et de complaisance (Walikale, Masisi, Lubero, Beni et Rutshuru) ;
- b) dans les milieux ou les zones occupées par les groupes armés, une partie de la population est asservie alors que celles sous contrôle gouvernemental sont abandonnées à elles-mêmes ;
- c) la méfiance presque totale de la population vis-à-vis de la politique et des politiciens ;
- d) le manque de contrôle parlementaire aux entités locales suite à l'insécurité qui est devenu un motif pour les Députés provinciaux et autres de ne plus effectuer des vacances parlementaires dans leurs fiefs respectifs. Tous les Députés préfèrent passer leurs vacances parlementaires dans des entités qui sont rassurantes en termes de sécurité ; et cela a comme conséquence la prééminence du pouvoir Exécutif provincial sur le pouvoir législatif qui est devenu presque une caisse de résonance, dépourvue de tous les moyens pour exercer ses prérogatives : organe de représentation populaire, organe de législation et organe de contrôle ;
- e) les crises internes sur fond d'instabilité territoriale ont sérieusement dégradé la situation sécuritaire à travers plusieurs types de menaces qui ont pesé et continuent de peser actuellement

sur la Province et les autres entités décentralisées et déconcentrées. Les groupes armés s'attaquent aux populations en les dépossédant de leurs biens. Les cibles privilégiées de ces bandits sont des convoyeurs de fonds, les commerçants et les éleveurs, leurs zones de prédilection étant les axes routiers et les sites miniers.

En définitive, la situation sécuritaire de la Province du Nord-Kivu demeure précaire et elle mérite d'être assainie en vue de la reprise des activités socio-économiques dans un climat social plus ou moins apaisé et viable, gage de tout développement. Comme tout l'est de la République Démocratique du Congo, la Ville de Butembo a effectivement besoin de la sécurité pour l'expansion de ses activités socio-économiques à tous les niveaux, car sans la paix, aucun secteur ne peut se développer à la base.

1.2.2. Les conséquences sur l'humanitaire, l'économie et aussi pour l'environnement

Eu égard à la persistance de l'insécurité dans cette partie du pays, plusieurs conséquences sont à énumérer presque dans tous les domaines de la vie, dont l'humanitaire, le social, l'économie et l'environnement.

➤ Sur le plan humanitaire

Au plan humanitaire, les points ci-après méritent une attention particulière en Province du Nord-Kivu : la recrudescence de la violence, la haine tribale, les conflits interethniques, la xénophobie ; le traumatisme de la population et spécialement des femmes et des jeunes filles, victimes de diverses violences. A cela il faut ajouter les difficultés d'accès aux services sociaux de base comme l'éducation, les soins de santé primaires, l'eau potable, etc. ; la propagation des MST, du VIH/SIDA et des grossesses non-désirées à la suite des viols issus des conflits armés ; et enfin, l'augmentation des groupes de personnes vulnérables, dont les veuves, les orphelins, les femmes

violées dont les maris, les parents ont été tués pendant les conflits armés.

En somme, les pertes en vies humaines ne sont plus faciles à évaluer. Des familles entières ont été décimées. D'autres ont été déportées dans la brousse ; les couches vulnérables de la population, à savoir les enfants, les personnes âgées, les filles et les femmes sont encore plus touchées que le reste des populations. Des filles et des femmes continuent d'être victimes des viols et autres formes de violences sexuelles. Des foules immenses sont contraintes à des déplacements sans destination précise et sûre, errant loin de leurs villages. Contraints au refuge et/ou à l'exil, des ménages entiers vivent dans le dénuement et la précarité sur les plans alimentaire, sanitaire et économique.

➤ **Sur le plan économique**

Les grandes conséquences des conflits armés ne sont pas uniquement d'ordre sécuritaire, politique et social ; elles sont aussi d'ordre économique et parmi lesquelles on peut citer :

- a) la destruction des infrastructures de base : routes, écoles, hôpitaux, marchés, champs, etc. ayant pour conséquence la baisse de la production, de la commercialisation, de la circulation des personnes et de leurs biens. Bref, le tissu économique en a été lamentablement détruit ;
- b) la paupérisation des populations victimes des atrocités liées aux conflits armés : rançons lors de la libération des personnes kidnappées, pillages des récoltes, vol des bétails, cambriolages, bref la détérioration du tissu économique de la population active pourtant pleine de beaucoup d'initiatives ;
- c) la baisse du niveau des revenus de la population avec toutes les conséquences y afférentes et la pauvreté de masse surtout dans les villages sous contrôle des bandes et des groupes armés où les gens n'ont pas accès aux facteurs de production, notamment le crédit, le marché, la sécurité, etc.

➤ **Sur le plan environnemental**

Il s'agit de la destruction des forêts et la fuite ou la disparition de certaines espèces animales. Les groupes armés ont détruit et pillé considérablement la faune et la flore du Territoire. Les forêts ont été dépouillées de certaines espèces animales qui faisaient la fierté du Pays, tels que les éléphants, les gorilles, les buffles, les hippopotames, les sangliers, les chimpanzés, LE SECRETAIRE GENERAL ACADEMIQUE etc. (KANINGU BUSHENYULA *et al.*, 2021).

Est notable l'effet destructeur des conflits armés sur l'environnement physique et la menace sur l'existence des plantes et des animaux d'espèces rares ainsi que sur la survivance de ceux qui dépendent de la terre, de la reconstruction et de la reprise économique du territoire lorsque la paix est atteinte.

Tableau n° 2. Manifestations et conséquences de l'insécurité au Nord-Kivu

Territoire	Manifestation de l'insécurité	Conséquences	Commentaires
Beni	Tueries et massacres des populations, pillages, kidnapping, prises en otage et enlèvements, phénomène des coupeurs des routes, déplacements massifs des populations, etc.	Misère de la population qui vit dans la désolation, hausse des prix des denrées alimentaires, situation critique des déplacés de guerre, etc.	Ici, le groupe armé le plus pointé du doigt est ADF/NALU. Mais d'autres groupes incontrôlés sont aussi actifs, car c'est une situation généralisée dans ce territoire.
Lubero	Affrontements entre différentes fractions des groupes armés, pillages, kidnapping, prises en otage et enlèvements, phénomène des coupeurs des routes, déplacements massifs des populations, etc.	Paiements des taxes instituées par les différents groupes armés, plusieurs barrières dans les zones rurales, vie chère suite aux déplacements des populations, pauvreté, etc.	Comme plusieurs tendances des groupes armés, ceux-ci se combattent mutuellement pour le contrôle des zones minières, des plantations et des fermes.
Masisi	Affrontements entre différentes fractions des groupes armés qui se battent pour le contrôle des certaines parties du territoire, pillages, kidnapping, incendies des	Paiements des taxes instituées par les différents groupes armés, plusieurs barrières dans les zones rurales, vie chère suite aux déplacements des populations, haine	A cause de l'insécurité, certains tronçons routiers ont presque disparu sur la carte à cause de leur impraticabilité, la population ne sait plus fournir les produits vivriers aux agglomérations urbaines comme la

Territoire	Manifestation de l'insécurité	Conséquences	Commentaires
	maisons, insécurité autour des zones minières, tensions interethniques, etc.	ethnique, pauvreté, etc.	Ville de Goma, jadis nourrie par le Masisi et le Rutshuru, mais actuellement par le Rwanda.
Nyiragongo	Kidnapping, prises en otage, phénomène de coupeurs des routes et enlèvements, pillages des produits agricoles et vétérinaires	Sous-développement de l'entité, fuite des populations vers les zones urbaines assez sécurisées, faiblesse de productivité agrovétérinaire	Pour libérer les otages, il faut une rançon qui n'est abordable compte tenu du revenu des populations rurales.
Rutshuru	Incendies des maisons, enlèvements, meurtres, kidnappings, pillages des produits agricoles et vétérinaires, tueries, Viols, phénomènes de coupeurs des routes, etc.	Sous-développement de l'entité, fuite des populations vers les zones urbaines assez sécurisées, faiblesse de productivité agrovétérinaire	Ici, les groupes armés se combattent régulièrement pour contrôler la situation de telle ou telle contrée. Les incendies, les tueries et les enlèvements sont une monnaie courante dans cette partie de la province.
Walikale	Affrontements entre différentes fractions des groupes armés qui se battent pour le contrôle de certaines parties du territoire (surtout les carrières minières), pillages, kidnapping,	Paiements des taxes instituées par les différents groupes armés, plusieurs barrières dans les zones rurales, vie chère suite aux déplacements des populations, haine ethnique, pauvreté, quasi-absence de	D'après nos enquêtes, c'est pratiquement le territoire le plus enclavé de la province avec tout ce que cela peut avoir comme implication sur le vécu quotidien des populations qui ne vivent en majorité que de l'agriculture et de l'exploitation artisanale minière,

Territoire	Manifestation de l'insécurité	Conséquences	Commentaires
	incendies des maisons, insécurité autour des zones minières, tensions interethniques, etc.	l'autorité de l'État, etc.	pour une frange de la population.

Source : Nos enquêtes de février à octobre 2017 en Province du Nord-Kivu.

Ici, nous visualisons comment l'insécurité se manifeste dans toute la Province du Nord-Kivu, surtout en Territoires avec tout ce que cela a comme conséquences sur la survie de paisibles populations. Les groupes armés contrôlent presque toutes les zones rurales et les populations n'ont pas de choix que soit de rester, dans ces conditions, ou mieux cohabiter vulnérablement avec tous ces hors la loi ou soit de chaque milieu de vie. Mais, il est surtout question de migrer vers les centres urbains qui sont plus ou moins sécurisés. Sans oublier aussi que cela n'est pas aussi évident, car tous les dégâts causés par les groupes armés entraînent des conséquences sur la vie dans les milieux urbains. Voilà pourquoi les frais de loyer ont pris une vitesse galopante en Ville de Beni à cause de l'exode des populations fuyant la guerre due au phénomène ADF/NALU.

Or, comme on le sait très bien, Butembo vit des activités commerciales qui alimentent tous les quatre coins de la Province. Cette insécurité a un impact très considérable sur le sous-développement de ces activités. Ainsi, pour certains habitants de la Ville de Butembo, « nous n'avons pas besoin de beaucoup de choses de la part de l'État congolais. Qu'il nous fasse seulement la paix et la sécurité et le reste d'activités va aller de soi » (Habitant de Butembo, communication personnelle, 2022). Pour renchérir ces arguments, il faut illustrer par quelques cas repris dans le tableau ci-après.

Tableau n°3. Insécurité et conséquences sur les prix de quelques produits alimentaires dans quelques Agglomérations de la Province du Nord-Kivu

Entité	Produit	Ancienne provenance	Nouvelle provenance	Fluctuation des prix en USD
Beni	Farine de manioc	Beni-Territoire (Oïcha et environs)	Ancienne Province Orientale	Suite à cette situation, le sac de 100 kg est passé de 20 à 45 USD.
	Riz	Beni territoire (Oïcha et environs)	Ancienne Province Orientale	Suite à cette situation, le sac de 100 kg est passé de 60 à 115 USD.
	Pomme de terre	Territoire de Lubero (Zone maraîchère)	Territoire de Lubero (Zone maraîchère)	Compte tenu de l'insécurité, le kg est passé de 300 à 1000 FC
	Haricot	Beni territoire (Oïcha et environs)	De partout, surtout au sud-est du Territoire de Beni	le sac de 100 kg est passé de 60 à 80 USD. Pas assez de changement car provenant de presque partout.
	Viande de vache	Ancien district de l'Ituri	Ouganda et Tanzanie	Le kg de viande est passé de 2,8 à 5 USD.
Butembo	Farine de manioc	Territoire de Lubero	Ancienne Province Orientale	Suite à cette situation, le sac de 100 kg est passé de 20 à 45 USD.
	Riz	Beni-Territoire (Oïcha et environs)	Ancienne Province Orientale	Suite à cette situation, le sac de 100 kg est passé de 60 à 115 USD.
	Pomme de terre	Territoire de Lubero	Territoire de Lubero	Compte tenu de l'insécurité, le kg

Entité	Produit	Ancienne provenance (Zone maraîchère)	Nouvelle provenance (Zone maraîchère)	Fluctuation des prix en USD est passé de 250 à 500 FC.
Goma	Haricot	Territoires de Lubero et Beni	De partout, surtout au sud-est du Territoire de Beni	le sac de 100 kg est passé de 60 à 80 USD. Pas assez de changement, car provenant de presque partout.
	Viande de vache	Territoire de Lubero	Ouganda, Tanzanie et environs	Le kg de viande est passé de 2,8 à 5 USD.
	Farine de manioc	Territoire de Lubero	Ancienne Province Orientale	Suite à cette situation, le sac de 100 kg est passé de 20 à 45 USD.
	Banane	Territoires de Masisi	Grand-Nord-Kivu	Suite à cette situation, le régime de banane est passé de 5 à 15 USD.
	Pomme de terre	Territoire de Lubero (Zone maraîchère)	Rwanda	Compte tenu de l'insécurité, le kg est passé de 600 à 1000 FC.
	Haricot	Territoires de Rutshuru et Masisi	Territoires de Rutshuru et Masisi	Compte tenu de l'insécurité, le sac de 100 kg est passé de 40 à 75 USD.
Lubero	Viande de vache	Territoire de Masisi	Ouganda, Tanzanie et Rwanda	Le kg de viande est passé de 2,8 à 4,5 USD.
	Farine de manioc	Au sud territoire de Lubero	Ancienne Province Orientale <i>via</i> Butembo	Suite à cette situation, le sac de 100 kg est passé de 25 à 55 USD.

Entité	Produit	Ancienne provenance	Nouvelle provenance	Fluctuation des prix en USD
Oïcha	Riz	Beni territoire (Oïcha et environs)	Ancienne Province Orientale	Suite à cette situation, le sac de 100 kg est passé de 65 à 120 USD.
	Pomme de terre	Territoire de Lubero (Zone maraîchère)	Territoire de Lubero (Zone maraîchère)	Compte tenu de l'insécurité, le kg est passé de 200 à 400 FC.
	Haricot	Beni territoire (Oïcha et environs)	De partout, surtout du sud-est du territoire de Beni et aux environs de Lubero	le sac de 100 kg est passé de 60 à 80 USD. Pas assez de changement car provenant de presque partout.
	Viande de vache	Intérieur du Territoire de Lubero	Intérieur du Territoire +Ouganda et Tanzanie	Le kg de viande est passé de 2,8 à 5 USD.
	Farine de manioc	Beni territoire (Oïcha et environs)	Ancienne Province Orientale	Suite à cette situation, le sac de 100 kg est passé de 15 à 35 USD.
	Riz	Beni territoire (Oïcha et environs)	Ancienne Province Orientale	Suite à cette situation, le sac de 100 kg est passé de 40 à 80 USD.
	Pomme de terre	Territoire de Lubero (Zone maraîchère)	Territoire de Lubero (Zone maraîchère)	Compte tenu de l'insécurité, le kg est passé de 350 à 1000 FC.
	Haricot	Beni territoire (Oïcha et environs)	De partout, surtout du sud-est du Territoire de Beni	le sac de 100 kg est passé de 60 à 80 USD. Pas assez de changement car

Entité	Produit	Ancienne provenance	Nouvelle provenance	Fluctuation des prix en USD
				provenant de presque partout.
	Viande de vache	Ancien district de l'Ituri	Ouganda et Tanzanie	Le kg de viande est passé de 2,8 à 3,8 USD.

Source : Nos enquêtes de février à octobre 2017 et celles d'avril 2022 en province du Nord-Kivu.

Ce tableau nous montre comment l'insécurité au Nord-Kivu a eu un impact très remarquable sur le prix de certaines denrées alimentaires dans les agglomérations assez sécurisées et qui servent de lieux d'accueil de tous les déplacés qui fuient les atrocités des conflits armés surtout dans les zones rurales.

2. Le mode de gouvernance comme écueil du développement de la Province du Nord-Kivu

La gouvernance en Province du Nord-Kivu ne fonctionne pas en vase clos. Elle est à situer dans le contexte global de celle de la RDC tout entière. Il est un fait que la gouvernance sécuritaire en République Démocratique du Congo est fragilisée par plusieurs obstacles. Nous en avons retenu quatre : le manque de volonté politique de l'homme politique congolais, l'impunité, la mauvaise conception des politiques sécuritaires, le rôle ambigu de certains casques bleus de la MONUSCO et le pillage des ressources naturelles (MUSAU BAKAJIKA, 2015).

2.1. Le manque de volonté politique

Comme on a pu le constater, le gouvernement congolais n'a cessé d'annoncer des mesures visant à éradiquer l'insécurité à l'est du pays. On est même arrivé à l'instauration de l'état de siège qui, voici plus de deux ans, tarde à aboutir aux objectifs lui assignés, toutes les

actions étant faites par complaisance ou avec l'ennemi. Toutes les mesures prises pour pacifier la RDC, en général, et l'est, en particulier, demeurent inefficaces. Certaines sont donc demeurées lettres mortes. Toutes ces différentes tentatives visent seulement à conditionner la population. C'est ce que Pierre Muller appelle à juste titre « effet d'annonce ou d'affichage ». Elles consistent pour les Gouvernants à se contenter des discours au lieu de passer directement aux actes (MUSAU BAKAJIKA, 2015) ou plutôt de mener des actes, des actions avec complaisance et affairisme.

Les différents gouvernements congolais ont toujours affiché l'ambition de doter la République Démocratique du Congo d'une armée dissuasive à la dimension et à la grandeur du pays. Cependant, cet objectif tant souhaité par le peuple tout entier n'est pas du tout encore atteint. Pourtant, à l'époque du Président Mobutu, l'armée congolaise a effectué plusieurs campagnes à l'extérieur et a fait aussi partie de différents contingents de maintien de la paix sur le plan continental. Actuellement, ce n'est plus le cas. L'État congolais est incapable d'asseoir son autorité sur l'ensemble du territoire national.

Au niveau provincial, on se contente de suivre le mot d'ordre donné par les dirigeants de la Capitale Kinshasa en observant impuissamment ce qui se passe sur le terrain. Dans le cas contraire, on profite de la permanence de l'insécurité pour détourner le peu de moyens financiers, selon la rubrique budgétaire « fond de sécurité », alors qu'en réalité, c'est de l'argent dépensé autrement.

2.2. L'impunité

L'impunité constitue un manque aux obligations qu'ont les États d'enquêter sur les violations, de prendre des mesures adéquates à l'égard de leurs auteurs, notamment dans le domaine de la justice, pour qu'ils soient poursuivis, jugés et condamnés à des peines appropriées, afin d'assurer aux victimes des voies de recours et la réparation du préjudice subi, et de prendre toutes les mesures destinées à éviter le renouvellement de leurs violations. Ce qui

revient à dire que tout acte répréhensible qui cause à autrui un préjudice doit être réprimé par les autorités compétentes comme il se doit. On constate cependant que ce sont surtout les innocents, notamment les opposants, les manifestants de rues et les membres des mouvements citoyens, etc. qui remplissent les prisons de la Province (Habitant de Goma, communication personnelle, 2017).

Pour Max Weber, l'État est une « entreprise organisée dont le leadership réclame avec succès dans l'application des règlements, le monopole de la contrainte physique légitime » (MUSAU BAKAJIKA, 2015). Il va sans dire que pour atteindre cet objectif, celui-ci doit développer sa capacité coercitive afin de dissuader les éventuels récalcitrants. Généralement, en République Démocratique du Congo, et particulièrement, en Province du Nord-Kivu, c'est le contraire qui s'observe sur le terrain. Certaines élites semblent être au-dessus de la loi. Même quand elles sont citées ou impliquées dans certaines fragrances, elles n'ont jamais été inquiétées. Or, nul n'ignore que le décollage d'un État repose également sur sa capacité à assoir une justice juste.

L'opération « tolérance zéro » décrétée à l'époque par le Président Joseph Kabila s'est soldée par un échec cuisant. En effet, le 30 août 2010, alors Ministre de la Justice et garde des sceaux, Monsieur Luzolo Bambi, issu du rang de la Majorité avait reçu l'ordre de pourchasser tous les « *kuluna* en cravates », c'est-à-dire des criminels haut placés selon l'expression kinoise par rapport à ceux provenant des couches défavorisés de la population. Ces derniers sont traqués sans désespérer par la justice congolaise. Les militaires des Forces Armées de la République Démocratique du Congo sont mis sur le banc des accusés au même titre que les forces négatives qui écument l'est de la République sans foi ni loi. Ils pillent, violent, extorquent la population civile. Leurs Généraux sont aussi impliqués dans le trafic de ressources naturelles. Ils ne sont pas du tout inquiétés.

On retrouve sur cette liste non exhaustive différentes personnalités politiques ainsi que des Officiers supérieurs de Forces

Armées de la République Démocratique du Congo et de la Police Nationale Congolaise pour indices de corruption en leur qualité d'agents payeurs de leurs administrations respectives. L'aveu d'échec de l'application de la « tolérance zéro » a été fait par le Ministre susmentionné à l'occasion de la célébration de la Journée internationale anti-corruption en 2010 en ces termes : « J'ai donné en tant que Ministre de la Justice 120 injonctions de poursuivre les personnes soupçonnées de corruption, de concussion, de détournement de deniers publics. Mais, la tâche de les appliquer incombe aux Magistrats » (MUSAU BAKAJIKA, 2015). Mais, depuis tout ce temps, on ne sait pas apprécier la justice congolaise étant donné que tout dépend pratiquement des décideurs politiques qui ont presque pris en otage les autres institutions du pays dont la justice.

2.3. La mauvaise conception des politiques sécuritaires

On peut arriver à se poser la question de savoir pourquoi l'insécurité généralisée à l'est de la RDC et que font les autorités tant nationales que provinciales pour en finir avec cette situation ? Pour répondre à cette question, selon la plupart de nos enquêtés, « la situation d'insécurité généralisée au Nord-Kivu est une conséquence de la mauvaise gouvernance et de la complicité de certaines autorités hautement placées qui profitent de cette confusion pour piller les richesses de notre pays » (Habitant de Goma, communication personnelle, 2017).

Les politiques publiques consacrent une rupture avec l'ancienne modalité de la gouvernance. De nos jours, les gouvernants sont donc censés s'appuyer sur l'expertise afin de rendre plus productifs leurs efforts à l'heure du désengagement de l'État, caractérisée par la crise de l'État-providence. Or, lorsque les gouvernants ne sont pas capables de juguler la situation de précarité qui constitue un obstacle au développement, on se trouve dans une situation d'incertitude parce qu'on est incapable d'effectuer les missions-même régaliennes

d'un État pendant que l'on devrait se retrouver, comme pour un État responsable, dans la logique des missions interventionnistes. Face à cette difficulté, le processus décisionnel doit être soutenu par une évaluation *ex ante* afin de permettre aux gouvernants d'apprécier les coûts et les bénéfices de chaque alternative envisageable.

De ce point de vue, ils vont décider conséquemment pour choisir l'alternative qui leur semble la solution satisfaisante. Curieusement, s'agissant de la République Démocratique du Congo, les gouvernants s'illustrent par les improvisations et les tâtonnements. Ce qui explique la succession insatisfaisante de plusieurs politiques : brassage, mixage, négociations avec les forces négatives ainsi que les opérations militaires suivantes : Kimia I, Kimia II, Umoja wetu, Amani leo, Sokola I, Sokola II, Salama, mutualisation des efforts entre l'armée Ougandaise et les FARDC, etc. Voilà pourquoi, malgré toutes ces opérations avec tout ce que celles-ci coûtent au trésor public, l'insécurité est toujours grandissante dans cette partie du pays.

Toutes ces opérations se sont jusqu'ici soldées par des échecs et des pertes considérables des militaires sur les divers fronts, sans oublier les déplacements massifs des populations et des pertes de plusieurs sortes. Entre le mois de janvier et de février 2009, les troupes militaires de la R.D.F. (*Rwanda defence forces*) ont mené conjointement une opération de traque des Forces Démocratiques pour la Libération du Rwanda, dénommée « *Umoja wetu* ». Pourtant le phénomène FDLR existe toujours à l'est jusqu'aujourd'hui.

Il faut souligner en passant que cette opération avait en son temps provoqué une polémique au sein de la classe politique congolaise quant à la participation d'une armée étrangère à la guerre en République Démocratique du Congo. Toutefois, quoique décriée par une partie de l'opinion publique congolaise, elle peut se justifier. Elle s'inscrivait dans le cadre de la normalisation des relations diplomatiques entre le République Démocratique du Congo et son voisin, le Rwanda. À ce sujet, il faut remarquer que « pour éviter une

réaction émotionnelle du public face à une politique publique, les gouvernants peuvent éviter le débat et privilégier une approche en coulisses » (MUSAU BAKAJIKA, 2015).

Du 06 mai 2021 au 06 mai 2023, voici exactement deux ans que l'on a lancé le régime spécial de l'état de siège pour les Provinces du Nord-Kivu et de l'Ituri, mais sans réel résultat satisfaisant. Il est déplorable qu'on fasse autant d'années et d'efforts à tous les niveaux sans pouvoir rétablir la paix dans cette partie du territoire national. Or, cette insécurité est à la base de beaucoup de problèmes. Pour la Ville de Butembo, par exemple, on déplore chaque jour des tueries, des incendies de maisons, de véhicules et des pillages des marchandises diverses, des produits agricoles empotés par les inciviques, des cambriolages, etc. C'est pourquoi, plus d'une personne pense que « cette situation prouve en suffisance qu'il y a une haine ou une complicité de la haute hiérarchie et même de la Communauté internationale contre les communautés de l'est du pays » (Habitant d'Oïcha, communication personnelle, mai 2023). Ces effets affectent le développement de cette partie de l'est du pays.

Conclusion

Cet article montre que, au-delà des discours des politiciens sur le développement de la RDC, en général, et de la Province du Nord-Kivu, en particulier, deux facteurs majeurs constituent des obstacles pour que le processus aboutisse. Aussi longtemps qu'il y aura la guerre et la mauvaise gouvernance, aucun développement n'est envisageable. Il ne reste que la résilience et le dynamisme de la part de la population qui expliquent la vitalité perceptible dans certains domaines en Province du Nord-Kivu. La pacification et le changement de l'actuel mode de gouvernance sont indispensables au développement de ce pays.

Références bibliographiques

- ANINGANA TSHUFU, B. (1999). *Diagnostic des ONG en RDC*. PNUD.
- BAROMETRE SECURITAIRE DU KIVU. (2021). *La cartographie des groupes armés dans l'est de la République Démocratique du Congo. Opportunités manquées, insécurité prolongée et prophéties auto-réalisatrices*.
- BUNGUDI, J. N. (2022). *Pauvreté multidimensionnelle et inégalités en République Démocratique du Congo*. <https://hal.science/hal-03726821>.
- BUREAU INTERNATIONAL DES DROITS DES ENFANTS. (2009). *Faire des droits de l'enfant une réalité dans la région des Grands Lacs africains : Les profils nationaux du Burundi, de la République du Congo, de la République démocratique du Congo et du Rwanda*. Organisation Internationale de la Francophonie.
- CIRHUZA, A. M., BACIBONE, J.-B. M., MUSOBWA, P. K., & KITO, S. T. (2022). Conflits armés dans la région de Grands-Lacs africains : une analyse géopolitique des enjeux et des conséquences à l'est de la République Démocratique du Congo. *Revue Internationale du Chercheur*, 3(2), Art. 2. <https://revuechercheur.com/index.php/home/article/view/350>.
- COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE. (2020, décembre). *Conflits en République Démocratique du Congo : Causes, impact et implications pour la région des Grands Lacs | Nations Unies Commission économique pour l'Afrique*. <https://www.uneca.org/fr/conflits-en-r%C3%A9publique-d%C3%A9mocratique-du-congo-causes-impact-et-implications-pour-la-r%C3%A9gion-des-grands>.
- DELLER, J. P. (1998). *ONG et développement, société, économie et politique*. Karthala.
- KANINGU BUSHENYULA, P., CIRHUZA BALOLAGE, E., MUDINGA, E., & NYENYEZI BISOKA, A. (2021). « Conflits armés et autorité publique en RDC : Vers la gestion de l'environnement par les groupes armés ». *Conjonctures de l'Afrique centrale*, 97.
- MINISTERE PROVINCIAL DU PLAN DU NORD-KIVU. (2017). *Localisation des objectifs de développement durable dans le Nord-Kivu*. PNUD.

MUSAU BAKAJIKA, L.-M. (2015). « Gouvernance sécuritaire et résolution des conflits armés à l'est de la République Démocratique du Congo de 2007 à 2011 : Obstacles, permanences et ruptures ». *Revue de l'IRSA*, 21.

POLE INSTITUTE. (2007). La sécurité, base du développement durable au Nord-Kivu : Quelles stratégies mettre en place ? - Recherche Google. *Fissures*, 007.

UNDP (Éd.). (2022). *Uncertain times, unsettled lives : Shaping our future in a transforming world*. United Nations Development Program.